

Le 22 mars : Une mobilisation puissante qui appelle des suites !

La journée unitaire de mobilisation s'est traduite par plus de 180 rassemblements et manifestations partout en France, regroupant plus de 500 000 manifestants dans les rues.



A Dijon, 3400 manifestants ont battu le pavé venant de différents secteurs professionnels : Fonctions publiques d'Etat, Hospitalière, territoriale, cheminots, EDF et le CEA valduc, SECU, Archéo (Inrap), Pôle emploi, Ambulancier, postiers, mission locale, la Mutualité, les retraités et quelques militants d'entreprises telles que Schneider, JTEKT ...



Toutes et tous ont marqué, aussi par la grève, leur attachement aux services publics.

Contrairement aux choix gouvernementaux de régression sociale, ils ont exigé le développement des services publics et les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions, le renforcement de leurs statuts et conventions collectives.



Le gouvernement poursuit sa politique de régression sociale. Il continue notamment à supprimer des milliers de postes dans la fonction publique, à privatiser les entreprises publiques, à mépriser les salariés et les retraités par l'abaissement généralisé de leurs salaires et de leurs pensions. En même temps, il multiplie les milliards d'euros de cadeaux aux actionnaires et montre ainsi son véritable visage en étant au seul service du capital et des plus riches.





Sourd aux propositions du monde du travail, le gouvernement fait le choix de la confrontation sociale !

Le gouvernement doit entendre l'exigence sociale, il doit prendre la mesure des oppositions à sa politique et prendre en compte les alternatives portées notamment par la CGT.



La CGT appelle les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes à prendre leur avenir en main, à construire leurs revendications et à agir dans l'unité syndicale la plus large pour imposer le progrès social.

C'est dans cette démarche et dans la recherche de convergence des luttes que la CGT propose l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 19 avril prochain.



Ce sera l'occasion de porter les revendications sur le pouvoir d'achat (salaires, pensions, minima sociaux), l'emploi et la protection sociale, les services publics et les droits collectifs.

Montreuil, le 22 mars 2018

